

A propos de la prochaine Conférence

L'Allemagne accueille à Berlin, du 28 au 30 mai 2013, la 5^e Conférence mondiale des ministres des Sports et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport, MINEPS V, pour débattre de trois points :

1-L'accès au sport : un droit fondamental pour tous ; 2-promouvoir l'investissement dans les programmes de sport et d'éducation physique ; 3-préserver l'intégrité du sport.

Dès 1952, la Conférence générale de l'Unesco adopte une résolution présentant des programmes et des activités visant à «développer et promouvoir les sports à des fins éducatives». En 1976, l'Unesco réunit la première Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport (MINEPS I) en vue de développer des outils et mécanismes appropriés favorisant une coopération internationale et de définir des orientations et des stratégies communes en matière d'éducation physique et sportive (EPS). MINEPS I sera présidée par le ministre algérien, Abdallah Fadhel. Les conférences des MINEPS sont devenues le point culminant d'un processus de collaboration internationale visant à :

- 1- Promouvoir l'EPS en tant qu'élément fondamental du droit universel à l'éducation et
- 2- Utiliser le sport comme moyen d'atteindre le développement social et de bâtir des relations harmonieuses entre les Etats.

MINEPS II sera organisée à Moscou en 1988. Comme MINEPS I, elle souligne le rôle éminent que

le sport, s'il demeure fidèle aux valeurs dont il est porteur, peut jouer comme «élément privilégié de compréhension internationale et de rapprochement entre les peuples en faveur de la paix, de la compréhension, de la coopération et du développement de relations amicales».

S'agissant de MINEPS III à Punta del Este, (Uruguay 1999) et de MINEPS IV à Athènes (Grèce 2004), j'ai eu le privilège d'être désigné par le directeur général de l'Unesco comme secrétaire général de ces deux conférences mondiales, avec pour mission d'assurer leur préparation et organisation en concertation avec les Etats membres. De l'avis unanime des participants, les résultats des travaux de MINEPS III et IV et les Déclarations de Punta del Este et d'Athènes ont marqué un véritable tournant dans la perception et la place du sport dans le système des Nations unies. L'Unesco sera félicité par Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies, qui installe, en juillet 2002, un groupe de travail «Le sport au service du développement et de la paix» sous la présidence de Mme Carol Bellamy, directrice générale de l'Unicef, et de Adolf OGI, ancien président de la Confédération suisse, conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU sur le sport au service du développement et de la paix. Les travaux de ce groupe auxquels j'ai participé en tant que représentant de l'Unesco ont montré combien la contribution du sport peut être importante à la santé publique, à l'éducation, à la réduction de la pauvreté, à la lutte contre la pandémie de VIH, à l'environnement durable ainsi qu'à la consolidation de la paix et à la résolution des conflits. Le rapport, intitulé «Le sport comme outil au service du développement et de la paix : vers la réalisation des objectifs de développement du millénaire», est remis au secrétaire général des Nations unies en mars 2003. Du 9 au 10 janvier 2003 est organisée au siège, conformément à une recommandation de MINEPS III et à la décision 3.2.2 du conseil exécutif de

Un corps social ne subsiste pas sans règles, son développement passe par le respect de la règle. L'activité sportive ne déroge pas à cette conception. La responsabilité du pouvoir sportif, à ce niveau, est immense. Qu'il prenne garde à ne pas s'affranchir de ces règles dans un réflexe de facilité et de «pouvoir».

l'Unesco, une table ronde des ministres qui souscrit à la proposition relative à l'élaboration d'une convention internationale contre le dopage dans le sport. Soulignant que «le dopage risque de tuer le sport comme il tue les sportifs», les ministres et représentants de 103 Etats membres présents à la table ronde reconnaissent «le besoin d'une coordination accrue des efforts à l'échelle internationale» et souscrivent à la proposition relative à l'élaboration d'une convention internationale contre le dopage dans le sport. Les Etats participant à cette table ronde ont également invité le directeur général de l'Unesco à : «Porter à la connaissance du secrétaire général des Nations unies les conclusions de cette rencontre, en attirant particulièrement son attention sur l'importance de l'éducation physique et du sport ainsi que sur l'opportunité d'engager un débat à ce sujet à l'Assemblée générale.» Le 3 novembre 2003 est adoptée à l'unanimité la résolution A/58/L.2 intitulée «Le sport en tant que moyen de promouvoir l'éducation, la santé, le développement et la paix».

L'Assemblée générale. Le 3 novembre 2003 est adoptée à l'unanimité la résolution A/58/L.2 intitulée «Le sport en tant que moyen de promouvoir l'éducation, la santé, le développement et la paix». L'Année internationale du sport et de l'éducation physique sera inaugurée le 27 octobre 2004 par l'assemblée générale de l'ONU. Le soutien rencontré auprès du gouvernement tunisien et de M. Adolf OGI mérite d'être particulièrement signalé. A Athènes, décembre 2004, la quatrième Conférence mondiale verra pour la première fois la constitution d'une commission «Les femmes et le sport».

Les recommandations de cette commission aboutissent en 2007 à la création, sous l'égide de l'Unesco, d'un Observatoire international pour les femmes, le sport et l'éducation physique. MINEPS III et MINEPS IV ont indiscutablement contribué à accroître largement l'égalité entre les femmes et les hommes dans le sport, améliorer l'enseignement du sport à l'école, à soulever la grave question du «commerce» des jeunes sportifs originaires, notamment, des pays en développement. MINEPS IV parviendra surtout à créer un large consensus autour du projet de la Convention internationale contre le dopage dans le sport : ce fut loin d'être facile.

Lors de ces deux conférences mondiales, en l'absence d'une délégation du ministère de la Jeunesse et des Sports de l'Algérie, j'ai eu grand plaisir à travailler avec deux remarquables ambassadeurs algériens qui ont activement influé sur les résultats des travaux : Nourredine Ayadi, ambassadeur de l'Algérie en Argentine et en Uruguay, et Ahmed Benyamnia, ambassadeur de l'Algérie en Grèce. Ce fut franchement un motif de fierté.

Rappelons également qu'en juillet 1999, l'Unesco organise à Paris, conjointement avec le CIO, la Conférence mondiale sur l'éducation et le sport pour une culture de la paix en présence de J.A. Samaranch, président du CIO, et d'un grand nombre de personnalités du sport, de la culture et de politiques. M. Mayor, directeur général de l'Unesco, déclare lors de la séance d'ouverture : «Nous ne pouvons pas changer le

passé, mais nous pouvons écrire le futur. Le sport est un des mots-clés pour écrire ensemble le futur.» Cette conférence sera présidée par l'ancien chef du gouvernement Grec M. George Papandreou. Fekrou Kidane du CIOcen sera le rapporteur et moi-même le vice-président. La conférence lance «un appel solennel à tous les acteurs concernés, en particulier à l'Unesco, au CIO, aux responsables politiques, aux organisations non gouvernementales, aux fédérations et associations sportives nationales et internationales, aux dirigeants et supporters des clubs sportifs, à toutes celles et à tous ceux qui pratiquent le sport et en particulier aux sportifs de tout niveau à promouvoir parmi les jeunes les valeurs, les attitudes et les comportements qui caractérisent une culture de la paix». Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies, souligne dans un chaleureux message adressé à la conférence : «L'Unesco et le Comité international olympique méritent notre gratitude... Il existe d'autres moyens, moins traditionnels que la diplomatie officielle qui peuvent jouer un rôle dans la promotion de la paix... Le sport est l'une de ces voies. Il a depuis longtemps montré une capacité remarquable à dépasser les différences nationales, politiques, ethniques et culturelles.» Neuf ans après MINEPS IV, quel est l'état des lieux du monde sportif et quels sont les enjeux politiques qui sont au cœur des politiques du sport à travers le monde ? Le sport est partout : dans l'économie, dans les programmes scolaires, dans les émissions télévisées, dans les politiques de la santé, de la famille... Il est loisir, spectacle, travail, profession, industrie... Il régit, dit-on, la paix dans le monde, favorise l'intégration et l'esprit d'équipe. L'ampleur de ce phénomène universel mérite d'évidence qu'on s'y arrête. Néanmoins, il ne faut jamais oublier que dans le domaine du sport, tout dépend de l'usage qu'on en fait, des mains dans lesquelles il se trouve et de l'esprit qui le dynamise. Le temps du danger «existentiel» du sport est plus que jamais présent. Citons rapidement quelques exemples : le milieu associatif est vampirisé par le caractère spectacle, l'économie prend de plus en plus en otage le sport, Les médias s'approprient le sport et deviennent des amplificateurs d'une autre version du sport. L'idée initiale du sport qui se définit comme la meilleure école est dévoyée. C'est pourquoi, MINEPS V doit en appeler aux fondamentaux de l'humanisme et de l'esprit sportif. Il est reconnu que les évolutions de la société entraînent des évolutions de la règle de droit. Loin d'être un ensemble immuable, la modification des mœurs entraîne la modification de la règle. Cela nous amène à penser qu'il n'y a pas de question qui ne soit controversée. C'est ce qui explique que même le sport est, aujourd'hui, controversé à la fois dans son organisation, sa pratique et dans sa théorisation. Selon le professeur Jean-Marie Harribey : «La mondialisation sportive s'intègre dans le processus d'achèvement de la marchandisation de toutes les activités humaines dans le monde, processus conduit par le capital financier.»

Fondée prioritairement sur le spectacle sportif, cette marchandisation expose le sport à de sérieuses dérives. Elle affaiblit l'esprit sportif et amplifie ses distorsions. D'une manière générale, sans parler de violences qui commencent à prendre de l'ampleur et parfois de conflits diplomatiques, le sport est devenu une industrie qui ne saurait, dans ce contexte, échapper à la crise internationale à cause de ses imbrications avec les multinationales et ses nombreux liens avec le marché financier. Le modèle de recettes sportives est devenu de plus en plus lié au monde des affaires. N'ayons pas peur des mots ! L'exigence de contrôle et d'une saine organisation du sport mondial se font grandement sentir. La morale et l'éthique sportives l'exigent, le devenir et le développement du sport l'imposent. Le véritable problème est que sous la pression d'enjeux commerciaux de plus en plus élevés et de lobbies des plus actifs, «l'universalisme» des jeux est devenu synonyme de multiples dérives, argent, corruption, dopage, commerce des jeunes talents, sur-compétitions, sophistication, gigantisme des installations, déréglementation..., autant de phénomènes qui atteignent progressivement l'ensemble des niveaux et des pratiques, mettant gravement en danger l'éthique sportive. Comment stopper une telle dérive ? Peut-on imaginer une mondialisation du sport qui échappe aux logiques de la concurrence économique ? Doit-on se doter de nouvelles règles internationales pour préserver l'éthique sportive ? Quelles relations doivent guider sport et politique ? C'est là un débat de fond extrêmement important qui mérite d'être abordé avec franchise et sérénité dans

Par Hamid-Hocine Oussedik (*)



tiques, le sport est devenu une industrie qui ne saurait, dans ce contexte, échapper à la crise internationale à cause de ses imbrications avec les multinationales et ses nombreux liens avec le marché financier. Le modèle de recettes sportives est devenu de plus en plus lié au monde des affaires. N'ayons pas peur des mots ! L'exigence de contrôle et d'une saine organisation du sport mondial se font grandement sentir. La morale et l'éthique sportives l'exigent, le devenir et le développement du sport l'imposent. Le véritable problème est que sous la pression d'enjeux commerciaux de plus en plus élevés et de lobbies des plus actifs, «l'universalisme» des jeux est devenu synonyme de multiples dérives, argent, corruption, dopage, commerce des jeunes talents, sur-compétitions, sophistication, gigantisme des installations, déréglementation..., autant de phénomènes qui atteignent progressivement l'ensemble des niveaux et des pratiques, mettant gravement en danger l'éthique sportive. Comment stopper une telle dérive ? Peut-on imaginer une mondialisation du sport qui échappe aux logiques de la concurrence économique ? Doit-on se doter de nouvelles règles internationales pour préserver l'éthique sportive ? Quelles relations doivent guider sport et politique ? C'est là un débat de fond extrêmement important qui mérite d'être abordé avec franchise et sérénité dans

Du 9 au 10 janvier 2003 est organisée au siège, conformément à une recommandation de MINEPS III et à la décision 3.2.2 du conseil exécutif de l'Unesco, une table ronde des ministres qui souscrit à la proposition relative à l'élaboration d'une convention internationale contre le dopage dans le sport. Soulignant que «le dopage risque de tuer le sport comme il tue les sportifs».

toute sa globalité. Il importe de soutenir les Jeux olympiques et les grandes manifestations sportives internationales. Il n'est pas de meilleur moyen de le faire que de veiller à ce que ces manifestations demeurent, dans leur préparation, leur organisation et leur déroulement, fidèles aux principes de la charte olympique.

Il faut souhaiter que ce débat soit repris par toutes les personnalités éminentes pouvant contribuer grandement au renforcement des valeurs originelles de l'humanisme sportif.

Pour relancer l'intérêt sportif, limiter les dérives financières, à l'instar de la réaction contre la suprématie de la finance sur l'économie réelle, le sport professionnel a besoin de nouvelles règles et de régulations qui arbitrent de manière plus équilibrée entre la recherche du profit et les aléas des compétitions : en un mot, d'une profonde moralisation.